

Monsieur le Président,

J'ai bien pris connaissance de la lettre ouverte que vous m'adressez suite à notre visite du Sommet de l'élevage de Cournon, le jeudi 4 octobre. J'y réponds avec d'autant plus de plaisir que, nous conformant à vos souhaits, nous n'avons pu débattre avec vous lors de cette visite.

Je suis personnellement très attachée à l'indépendance de tous les acteurs de la société civile. Attachement que j'ai réaffirmé durant la campagne présidentielle en étant la seule candidate à dénoncer ouvertement les dérives de la cogestion en matière de politique agricole dans notre pays. Quand je parle « d'investir la société civile », il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause votre indépendance, mais de continuer à débattre, en toute transparence, des sujets qui concernent l'avenir de notre pays et le quotidien de nos concitoyens. L'agriculture, bien qu'ayant trop rarement la faveur des politiques et des médias, est pour nous un sujet prioritaire. Vos positions à ce sujet me semblent plus à même que celles des autres syndicats agricoles de satisfaire à la fois les intérêts et les besoins des producteurs comme des consommateurs, c'est-à-dire de tous les Français. Quand je dis apprécier vos positions, je salue notamment une démarche, comme vous l'écrivez très justement, « étayée par le bon sens et l'intérêt général ». L'idée que nous pourrions tenter de vous associer à notre parti politique vous appartient. Libre à vous d'en faire part, elle ne nous a, quant à nous, jamais effleurés et serait de toute manière contraire, je le rappelle, aux engagements que je défends.

Ce soupçon me semble déplacé puisque vous continuez un peu plus loin en énumérant nos points de désaccord. Vous êtes favorables à une politique agricole européenne, nous défendons une renationalisation de cette politique et ne nous en sommes jamais cachés. C'est un sujet que nous abordons volontiers avec les professionnels, sans aucune équivoque, comme le montrent les reportages de France 3, du Monde ou de la Montagne réalisés lors de la visite du Sommet de l'élevage. Votre analyse concernant l'influence néfaste des accords du GATT puis de l'OMC sur la Politique Agricole Commune est proche de la nôtre. Les conclusions que vous en tirez ne sont pas les nôtres. Voilà qui mérite un réel débat plutôt que de vagues soupçons, qui, je le répète, vous appartiennent mais ne découlent en rien de notre attitude à votre égard. Je garde un excellent souvenir de ma rencontre avec la Coordination Rurale lors du dernier Salon International de l'Agriculture à Paris et espère pouvoir poursuivre de tels échanges à l'avenir. Vous dénoncez avec justesse l'attitude de syndicats liés « à de puissantes organisations économiques impliquées dans la banque, l'assurance, l'agroalimentaire, les semences et les communications ». N'adoptez pas certaines de leurs méthodes, restez vous-mêmes et continuez à alimenter loyalement des débats dont notre pays a tant besoin !

Vous m'écrivez, je vous réponds et compte sur votre honnêteté pour faire connaître cette réponse à vos adhérents.

Marine Le Pen